

Violences urbaines - Interpellés samedi, ils ont été remis en liberté après leur garde à vue.

Trois Périgourdins impliqués à Poitiers

Thomas Brunet

A lors que Brice Hortefeux était à Poitiers, hier, pour évaluer l'étendue des dégâts après les violents incidents de samedi (lire encadré), neuf des 18 suspects interpellés passaient en comparution immédiate pour « dégradations volontaires, dégradations de biens publics, coups et blessures sur agent de la force publique ».

Dans le box des accusés, il n'y avait pas de Périgourdins. Pourtant, trois personnes - au moins - originaires de Saint-Astier, étaient présentes ce jour-là, parmi les quelque 250 militants se réclamant d'un « collectif anticarcéral », qui, masqués et cagoulés, avaient investi le centre-ville et brisé une vingtaine de vitrines, des abribus et des cabines téléphonique.

C'est ce que les enquêteurs ont confirmé à DL, hier. « Deux hommes de 18 et 28 ans et une femme de 25 ans, demeurant Saint-Astier, ont été interpellés pour violences et outrages sur agents de la force de l'ordre, et pour détention, port et transport d'artifices non-détonnant, en l'occurrence des fusées nautiques », indique le commissaire de police Jean-Yves Goriou, chef de la Sûreté départementale à Poitiers, chargé de l'enquête.

Bien implantés en Dordogne

Les manifestants entendaient protester contre un transfèrement de détenus, prévu dimanche, entre l'ancienne et la nouvelle prison de la ville.

Au cours de leur garde à vue, les trois jeunes Astériens ont nié les faits. « Ils étaient bien sûr les lieux, parmi les manifestants et se réclament de la mouvance politique proche de l'anarchie. Mais nous avons dû les remettre en liberté au bout des 24 heures de garde à vue car nous n'avions pas assez d'éléments concrets à charge », précise le commissaire.

Difficile, maintenant, de savoir à quel mouvement précis appartiennent ces trois Astériens. Car la discrétion - et la prudence - est de mise dans le département pour les « anars », même s'ils s'affichent volontiers sur internet, via des blogs, à l'instar du Collectif libertaire Marius Jacob (www.collectif-libertaire.net), ou de l'organisation Drapeau Noir Périgord (dnp.lautre.net), qui appartiennent tous deux à la fédération anarchiste.

Les autorités vigilantes

Peut-être font-ils partie de ce nouveau collectif « anti-répression » (Antirep24), créé cette année à Périgueux, proche du collectif anticarcéral qui a sévi à Poitiers.

Fin septembre, ses militants s'étaient fait remarquer, on s'en souvient, lors de l'inauguration de l'esplanade Robert Badinter à Périgueux. Ils avaient déployé une banderole (notre photo), vite confisquée par les policiers.

Toujours est-il que le mouvement anarchiste est encore discret sur le département, même si le directeur de la sécurité publique, André Friconnet, a noté qu'ils étaient « toujours plus nombreux lors des manifestations », comme celles du début de l'année. « Si nous n'avons pas eu de souci avec eux jusque-là, nous gardons l'œil ouvert, surtout au regard des incidents de Poitiers, qui ont prouvé qu'ils étaient capables de se mobiliser. »

Ainsi, le collectif Antirep24 a d'ores et déjà appelé à la mobilisation pour le mois de novembre « contre les prisons et centres de rétention »?